



TCHAD

Succès Masra adresse des piques à Mahamat Idriss Déby Itno, le camp présidentiel s'indigne

MALI

Les « forces vives » proposent l'élévation d'Assimi Goïta au rang de président pour cinq ans renouvelables

TOGO

Des étudiants recrutés sous de fausses promesses de bourses en Russie, retrouvés sur le front en Ukraine – le gouvernement appelle à la vigilance

NAMIBIE

Le ministre de l'Agriculture démis de ses fonctions après des accusations de viol sur mineure

GRAND FORMAT

Dr Rachel Youant Koffi
Directrice Exécutive
Fondation RAYDAN

LE BIEN-ÊTRE DES COLLABORATEURS N'EST PAS UN FACTEUR DE COÛT, MAIS UN LEVIER DE CRÉATION DE VALEUR.

SOMMAIRE

POLITIQUE

TCHAD : SUCCÈS MASRA ADRESSE DES PIQUES À MAHAMAT IDRISSE DÉBY ITNO, LE CAMP PRÉSIDENTIEL S'INDIGNE

4

CÔTE D'IVOIRE : LAURENT GBAGBO ANNONCE LA CRÉATION DU MOUVEMENT DE PROTESTATION SOCIALE « TROP C'EST TROP ! »

5

RDC-RWANDA : UNE DÉCLARATION DE PRINCIPES SIGNÉE À WASHINGTON, ENTRE ESPoir FRAGILE ET MÉFIANCE PERSISTANTE

6

CÔTE D'IVOIRE : RADIATION DE TIDJANE THIAM - LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE S'EXPLIQUE, SES AVOCATS SAISISSENT LA JUSTICE

7

MALI : LES « FORCES VIVES » PROPOSENT L'ÉLÉVATION D'ASSIMI GOÏTA AU RANG DE PRÉSIDENT POUR CINQ ANS RENOUVELABLES

8

BURKINA FASO : MOBILISATION POPULAIRE EN SOUTIEN AU CAPITAINE IBRAHIM TRAORÉ

9

GRAND FORMAT

**DR RACHEL
YOUANT KOFFI**

DIRECTRICE EXÉCUTIVE
FONDATION KAYDAN



10 - 19

ÉCONOMIE

CÔTE D'IVOIRE : LE PROFESSEUR AKA BROU EMMANUEL NOMMÉ AU COMITÉ DE POLITIQUE MONÉTAIRE DE LA BCEAO

21

SÉNÉGAL : CINQ EX-MINISTRES DE MACKY SALL VISÉS PAR UNE ENQUÊTE POUR MALVERSATIONS LIÉES AU FONDS COVID-19

22

SOCIÉTÉ

NAMIBIE : LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE DÉMIS DE SES FONCTIONS APRÈS DES ACCUSATIONS DE VIOLENCE SUR MINEURE

24

TOGO : DES ÉTUDIANTS RECRUTÉS SOUS DE FAUSSES PROMESSES DE BOURSES EN RUSSIE, RETROUVÉS SUR LE FRONT EN UKRAINE - LE GOUVERNEMENT APPELLE À LA VIGILANCE

25

POLITIQUE

Politique

Tchad : Succès Masra adresse des piques à Mahamat Idriss Déby Itno, le camp présidentiel s'indigne

Le 30 avril, à l'occasion du septième anniversaire de son parti, Les Transformateurs, l'ex-Premier ministre de la transition, Succès Masra, a lancé un appel retentissant au président Mahamat Idriss Déby Itno, l'exhortant à « changer de cap pour que le changement voulu par le peuple devienne réalité ». Dans un discours qui a vivement fait réagir le camp présidentiel, Masra a dénoncé ce qu'il qualifie de « changements cosmétiques » opérés par le chef de l'État, tout en pointant du doigt le maintien du statu quo orchestré, selon lui, par « des forces d'influence nuisibles ». Les déclarations de l'opposant ont suscité une indignation palpable parmi les proches du président. Le secrétaire général du Mouvement patriotique du salut (MPS), parti au pouvoir, a fustigé les propos de Masra, les qualifiant d'« outranciers », de « posture narcissique » et de « ton irrévérencieux ». Cette réaction illustre la montée des tensions entre l'opposition et le gouvernement, à l'approche de l'élection présidentielle prévue pour mai 2024.



Dans sa lettre, Succès Masra adopte un ton personnel, s'adressant au président Déby en le tutoyant et en l'appelant « mon frère » ou « mon ami ». Il lui rappelle notamment l'accord de Kinshasa, signé en 2023, qui avait permis son retour au Tchad et sa nomination à la primature en amont des élections. En réponse, le MPS a précisé que cet accord n'octroyait ni privilège politique permanent, ni reconduction automatique à un quelconque poste. Le sénateur Abderamane Koulamallah, l'un des négociateurs de l'accord, a insisté sur le fait que le texte ne comportait ni clauses secrètes ni promesses irréalisables.

Pour le chercheur tchadien Hoinathy Remadji, les propos de Succès Masra peuvent

être interprétés comme une tentative d'appel à la cohabitation politique. Toutefois, il souligne que le MPS, fort de ses succès aux dernières élections législatives et locales, n'envisage aucunement de partager le pouvoir. « Une cohabitation ne s'impose que lorsque le pouvoir est dos au mur, et ce n'est pas le cas actuellement », affirme-t-il.

Cette séquence met en évidence les défis politiques auxquels le Tchad est confronté, dans un contexte où les tensions entre pouvoir et opposition ne cessent de s'exacerber. Les appels à un véritable changement et à une forme de cohabitation témoignent de la nécessité d'un dialogue sincère et constructif pour répondre aux aspirations du peuple tchadien.

Lire plus :<https://hamanie.news/>



**LE CENTRE MÉDICAL
PAUL LANGERHANS
(CMPL)**

SPÉCIALITÉS

**DIABÈTE,
TROUBLES
MÉTABOLIQUES,
NUTRITION CLINIQUE,
MEDECINE GÉNÉRALE,
GYNÉCOLOGIE,
PEDIATRIE,
LABORATOIRE.**

CONTACTS

**07 10 78 14 06
27 22 34 55 60**

**CDNA.MEDICAL@GMAIL.
COM**

LOCALISATION

**RIVIERA PALMERAIE,
ROSIERS PROGRAMME 2,
BARRIÈRE 2**



Lors de l'ouverture de la première réunion du Comité central du Parti des Peuples Africains-Côte d'Ivoire (PPA-CI), le samedi 26 avril 2025, l'ancien président Laurent Gbagbo a annoncé la création imminente d'un mouvement de protestation sociale baptisé « Trop c'est trop ! ». Cette initiative se veut une plateforme d'expression ouverte à toutes les personnes victimes d'injustices, d'abus ou d'exclusion en Côte d'Ivoire.

Un mouvement social au-delà des partis

« Nous devons unir toutes les voix qui s'élèvent contre l'injustice », a déclaré Laurent Gbagbo avec vigueur, dénonçant la cherté de la vie, les expulsions abusives, les bas salaires, et l'accaparement des terres. « Si ta maison a été détruite, nous t'accueillons. Si tu es sous-payé, nous t'accueillons. Si tu n'arrives plus à nourrir ta famille, nous t'accueillons », a-t-il martelé.

Le président exécutif du PPA-CI, Sébastien Dano Djédjé, a été chargé de mettre en place ce mouvement dans les semaines à venir. Gbagbo a insisté sur le caractère transversal de l'initiative : « Même si tu es membre d'un autre parti, rejoins Trop c'est trop si tu subis une injustice sociale. »

Une protestation non violente... pour le moment

Sur la question des manifestations de rue, l'ancien chef d'État a indiqué que ce n'était « pas encore le moment » : « Nous prendrons les rues un jour, mais pas lorsque notre adversaire nous attend avec un gourdin. »

Soutien au PDCI et appel au dialogue

Laurent Gbagbo a également évoqué la situation du PDCI-RDA, dont le président Tidjane Thiam a été radié de la liste électorale.

« Nous ne laisserons pas le PDCI disparaître.

Politique

Côte d'Ivoire : Laurent Gbagbo annonce la création du mouvement de protestation sociale « Trop c'est trop ! »

Toute formation politique doit pouvoir exister en Côte d'Ivoire. » Tout en affirmant son opposition, le président du PPA-CI s'est dit prêt à dialoguer avec le pouvoir. « Je n'ai jamais pris les armes pour déclencher une guerre civile. Si ceux qui sont au pouvoir sont ouverts, nous trouverons un terrain d'entente. Qu'ils m'appellent. »

Un ultimatum lancé au gouvernement

Au terme de la réunion, Maître Habiba Touré, porte-parole du parti, a présenté le communiqué final. Le Comité central du PPA-CI a donné jusqu'à la première quinzaine de juin pour évaluer les réponses — ou les silences — du pouvoir face aux revendications sociales. Passé ce délai, le parti envisage une nouvelle phase de lutte, « plus déterminée et mieux structurée ».

« Le PPA-CI fait le choix de la paix, de la lucidité et de l'unité. Mais notre patience a des limites », a prévenu Maître Touré. Le Comité central a mandaté la direction du parti pour élaborer des mots d'ordre à exécuter « en temps opportun », si les conditions l'exigent. Le mot d'ordre est clair : trop, c'est trop.



**ECLAIR
CONSULTING**

la langue au service de l'influence africaine

En savoir plus :
<https://eclairconsulting.net/>

(+225) 27 22 20 41 68 |
(+225) 07 87 59 89 97
info@eclairconsulting.net

Immeuble Juridis /
Riviera Palmeraie route
Y4 Abidjan , Abidjan ,
Côte d'Ivoire

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

Politique

RDC-Rwanda : Une déclaration de principes signée à Washington, entre espoir fragile et méfiance persistante

Le 25 avril 2025, sous la médiation des États-Unis, la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda ont signé à Washington une déclaration de principes visant à ouvrir la voie à un règlement pacifique de leur différend. Bien que ce document ne constitue pas un accord de paix en bonne et due forme, il jette les bases d'un avant-projet d'accord attendu pour le 2 mai, dans l'espoir d'amorcer une désescalade dans l'un des conflits les plus complexes du continent africain.

Souveraineté, groupes armés et ressources : les points clés

La déclaration prévoit notamment la reconnaissance mutuelle de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des deux pays – un engagement diplomatique symboliquement fort, mais politiquement sensible. Pour Kinshasa, le conflit en cours est assimilé à une agression étrangère. Des rapports onusiens font état de la présence d'au moins 4 000 soldats rwandais sur le sol congolais depuis la réurgence du M23, ce que Kigali continue de nier.



**ECLAIR
CONSULTING**

*la langue au
service de
l'influence
africaine*

En savoir plus :
<https://eclairconsulting.net/>

(+225) 27 22 20 41 68 |
(+225) 07 87 59 89 97
info@eclairconsulting.net

Immeuble Juridis /
Riviera Palmerae route
Y4 Abidjan , Abidjan ,
Côte d'Ivoire

Le Rwanda, pour sa part, accuse les Forces armées de la RDC (FARDC) de coopérer avec les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), un groupe armé hostile à Kigali, en rappelant que son territoire a subi plus de trente attaques depuis 1997.

Les deux parties s'engagent à ne plus soutenir de groupes armés non étatiques, bien que ceux-ci ne soient pas explicitement nommés. Les observateurs identifient cependant l'AFC-M23 comme groupe soutenu par Kigali et les FDLR comme allié de Kinshasa, deux acteurs centraux dans la poursuite des violences.

Une coopération économique à fort enjeu stratégique

L'un des volets les plus prometteurs de cette déclaration est celui relatif à la coopération économique, notamment dans le secteur minier. Kinshasa et Kigali affirment leur volonté d'encadrer l'exploitation des ressources naturelles, d'instaurer davantage de

transparence et d'attirer des investissements communs, notamment en provenance des États-Unis. Cette approche vise à stabiliser la région en renforçant son développement économique, tout en réduisant les flux financiers illégitimes souvent associés aux groupes armés.

Le Rwanda, qui dispose déjà d'une infrastructure industrielle avec une fonderie d'étain, une raffinerie d'or et une de tantale, pourrait en tirer un avantage stratégique supplémentaire en se positionnant comme hub régional de transformation des minéraux critiques.

Réfugiés et engagements humanitaires

Le texte prévoit également des dispositions sur la facilitation du retour des réfugiés et des déplacés. Kigali affirme accueillir actuellement plus de 100 000 réfugiés congolais sur son territoire, une situation humanitaire qui illustre l'ampleur du conflit et la nécessité d'un cadre de retour sécurisé et digne.

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)



Le ministère de la Justice de Côte d'Ivoire a organisé un point de presse, lundi 28 avril, pour clarifier les circonstances ayant conduit à la radiation de Tidjane Thiam de la liste électorale. Cette décision judiciaire, qui le rend inéligible à l'élection présidentielle d'octobre 2025, suscite une vive controverse, notamment au sein du PDCI-RDA, son parti politique.

Précisions sur la nationalité de Tidjane Thiam

Augustin Kouamé, directeur des Affaires civiles et pénales au ministère, a affirmé que Tidjane Thiam « n'est pas apatride ». Il a expliqué que l'ancien ministre avait recouvré automatiquement sa nationalité ivoirienne en mars 2025, après avoir été libéré de son allégeance à la nationalité française. « M. Thiam, qui était Ivoirien par naissance, a recouvré sa nationalité ivoirienne sans formalité », a-t-il précisé, dans une volonté de dissiper les spéculations autour de la situation juridique du leader du PDCI.

Pourtant, le tribunal a jugé que Tidjane Thiam avait perdu sa nationalité ivoirienne en 1987, au moment de sa naturalisation française, et qu'il ne l'avait pas encore recouvrée lors de son inscription sur les listes électorales en 2022. Les avocats de Thiam, qui soutiennent qu'il est né binational, ont présenté des documents à l'appui de cette thèse, mais ceux-ci ont été jugés insuffisants par la juridiction compétente.

Une réaction politique ferme du PDCI-RDA

Le PDCI a réagi avec fermeté à cette décision. « Le PDCI-RDA dit non et exige un audit de la liste électorale. La nationalité exclusivement ivoirienne de Tidjane Thiam ne souffre d'aucune tâche. Son maintien sur la liste électorale est non négociable », a déclaré Soumaïla Bredoumy, porte-parole du parti. Le parti historique y voit une tentative d'exclusion politique à l'approche d'un scrutin capital.

Politique

Côte d'Ivoire : Radiation de Tidjane Thiam – le ministère de la Justice s'explique, ses avocats saisissent la justice

Un recours déposé par la défense de Thiam

Dans la foulée, les avocats de Tidjane Thiam ont annoncé avoir déposé un recours visant à faire annuler la décision du tribunal. Me Luc Adjé, membre du collectif de défense, a souligné que le jugement n'a pas été communiqué au ministère public, remettant en cause sa validité juridique. « Cette décision n'existe pas et ne peut pas produire d'effet », a-t-il déclaré.

Undébat juridique et politique majeur

Cette affaire met en lumière les tensions croissantes autour de la présidentielle à venir et soulève des questions complexes sur le droit de la nationalité, les conditions d'éligibilité et l'indépendance des institutions électORALES en Côte d'Ivoire. La décision du recours introduit par les avocats de Tidjane Thiam sera scrutée de près, tant par les observateurs politiques que par la société civile.

Mian Agency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**

Lire plus :<https://hamanie.news/>

L'actualité pour l'Afrique et par l'Afrique

Politique

Mali : Les « forces vives » proposent l'élévation d'Assimi Goïta au rang de président pour cinq ans renouvelables

Le Mali semble s'orienter vers une prolongation de sa période de transition sans échéances électoralles, avec un ancrage durable des militaires au pouvoir. Le 29 avril, les « consultations nationales » menées par les autorités de transition avec les « forces vives » du pays se sont achevées par une série de recommandations majeures, parmi lesquelles l'élévation du général Assimi Goïta au rang de président de la République, pour un mandat de cinq ans renouvelable, et la dissolution des partis politiques.

De président de la Transition à président de la République

Jusqu'à présent désigné comme président de la Transition, Assimi Goïta pourrait désormais être formellement nommé président de la République, à l'instar de ses homologues de l'Alliance des États du Sahel (AES). Ce changement de statut institutionnalise de facto un pouvoir militaire installé depuis le coup d'État d'août 2020, et qui n'a cessé de renforcer son emprise sur les institutions nationales.



Aucune élection sans « pacification »

L'une des recommandations clés de ces consultations est le report sine die des élections, en attendant une « pacification du pays ». Confronté à une insécurité chronique depuis plus de quinze ans, le Mali lutte contre des groupes jihadistes affiliés à al-Qaïda (JNIM) ou à l'État islamique, mais aussi contre des mouvements indépendantistes armés, notamment le Front de libération de l'Azawad (FLA), depuis la rupture en 2023 de l'accord de paix d'Algérie signé en 2015.

D'ici là, les institutions actuelles – le Conseil national de transition (CNT) et le gouvernement de transition – resteront en place. Composées uniquement de membres nommés par la junte, elles tiennent lieu d'organes exécutif et législatif en l'absence de scrutin.

Vers la disparition des partis politiques

Officiellement convoquées pour relire la Charte des partis politiques, ces

consultations ont abouti à une recommandation radicale : la dissolution pure et simple de tous les partis politiques existants. La création de nouveaux partis serait conditionnée au paiement d'une caution de 100 millions de francs CFA et à une représentation effective dans l'ensemble du territoire – une exigence difficilement réalisable sans processus électoral. D'autres dispositions envisagées renforcent cette tendance : suppression du financement public des partis, disparition du statut de chef de file de l'opposition, possibilité de suspension d'un parti pour tout « trouble à l'ordre public », un motif souvent invoqué pour étouffer la dissidence. Le mode de scrutin proposé pour la présidentielle serait à un seul tour, et la caution à verser par les candidats s'éleverait à 250 millions de francs CFA. Les chefs traditionnels, religieux et acteurs de la société civile seraient par ailleurs exclus de toute candidature ou participation aux campagnes.



Ce mercredi 30 avril, des milliers de partisans du capitaine Ibrahim Traoré se sont rassemblés sur la place de la Nation à Ouagadougou, à l'appel de la Coordination nationale des associations de veille citoyenne. Objectif: exprimer leur soutien à la junte militaire au pouvoir, dans un contexte marqué par des tensions politiques persistantes et la dénonciation récente par les autorités d'une nouvelle tentative de coup d'État.

Une démonstration de force à Ouagadougou

La place de la Nation a été le théâtre d'une mobilisation massive, rythmée par des chants patriotiques et des slogans en faveur du chef de la transition. Les discours du Premier ministre, relayés par la télévision nationale (RTB), ont galvanisé les foules, venues majoritairement de la capitale. Cette ferveur témoigne d'un soutien populaire encore solide à l'égard du capitaine Traoré et de son équipe.

Cette mobilisation

intervient alors que le chef de l'Africom, le général américain Michael Langley, a récemment exprimé des critiques sur la gestion des ressources minières du Burkina Faso, insinuant qu'elles bénéficiaient davantage à la junte qu'à la population. Ces propos ont suscité une vive réaction sur le terrain.

Un sentiment nationaliste assumé

Parmi les manifestants, Mohamed, un jeune participant, résume l'état d'esprit général : « C'est Burkina, c'est pour nous. L'or du Burkina, c'est pour nous. Si nous voulons, nous allons partager de l'or à tous les Burkinabè. Les Occidentaux n'arrivent plus à toucher à nos ressources, alors ils inventent des mensonges. Nous, nous sommes là comme les gardiens de la République. » Cette déclaration reflète un sentiment nationaliste croissant, nourri par la volonté de préserver les ressources nationales de toute ingérence étrangère.

Politique

Burkina Faso : mobilisation populaire en soutien au capitaine Ibrahim Traoré

Un soutien qui s'étend au-delà de la capitale

Des manifestations similaires ont été signalées dans plusieurs villes du pays, notamment à Bobo-Dioulasso et à Boromo. Dans ces localités, des regroupements, parfois spontanés, ont eu lieu pour marquer le soutien à la junte. Sur les réseaux sociaux, de nombreux influenceurs pro-Traoré ont appelé les citoyens à afficher le portrait du capitaine ou à publier des messages de fidélité au régime, contribuant à amplifier la mobilisation à l'échelle nationale.

Un contexte politique sous tension

Ce rassemblement massif illustre la complexité de la dynamique politique actuelle au Burkina Faso. Alors que la junte militaire cherche à renforcer sa légitimité face aux critiques, tant internes qu'externes, le soutien populaire apparaît comme un levier stratégique. Dans un pays confronté à de graves défis sécuritaires et économiques, la capacité du pouvoir à entretenir cette adhésion populaire sera déterminante pour sa stabilité à court et moyen terme.



**ATHARI
ADVISORS**

Un cabinet de conseil engagé dans la transformation durable

<https://athari-as.com/>
+2250759956898
infos@athari-as.com

Lire plus :<https://hamanie.news/>

GRAND FORMAT



A professional portrait of Dr. Rachel Youant Koffi. She is a Black woman with short brown hair, wearing large blue-tinted glasses, a yellow blazer over a black top, and cream-colored trousers. She is smiling and has her hands in her pockets. The background is plain white.

*Dr Rachel
Youant Koffi*

DIRECTRICE EXÉCUTIVE
FONDATION KAYDAN

LE BIEN-ÊTRE DES COLLABORATEURS N'EST PAS UN FACTEUR DE COÛT, MAIS UN LEVIER DE CRÉATION DE VALEUR.

Dr Rachel Youant Koffi

**DIRECTRICE EXÉCUTIVE
FONDATION KAYDAN**



Docteure en Business Administration, formatrice, conférencière, consultante en management et en ressources humaines, Dr Rachel Youant Koffi, c'est l'illustration d'une vision exigeante et profondément humaine du leadership.

Depuis plus de quinze ans, elle construit un parcours professionnel remarquable, jalonné de responsabilités stratégiques au sein d'entreprises ivoiriennes de renom, mais aussi d'engagements constants en faveur de l'accompagnement des jeunes diplômés, des chercheurs d'emploi et des cadres en reconversion.

A la tête de la Fondation KAYDAN, elle continue de placer l'humain au centre des dynamiques organisationnelles, convaincue que performance et bien-être ne s'opposent pas, mais se renforcent.

Sa passion pour la formation, la qualité, la RSE et le développement du capital humain s'exprime aussi dans ses publications régulières sur les réseaux sociaux, où elle fédère une communauté attentive à ses conseils inspirés de l'expérience de terrain.

Dans cet entretien exclusif, Hamaniè revient avec elle sur son parcours, sa vision du management moderne, et aborde un thème de plus en plus central dans les entreprises africaines : la santé mentale au travail. L'occasion également d'échanger sur la pertinence d'initiatives telles que YODAN, la plateforme de soutien psychologique développée par le Dr Parfait Touré, dans une perspective d'impact durable.

“ Manager efficacement ne relève pas uniquement de la technicité ou de la connaissance académique. Lire des dizaines d'ouvrages ne suffit pas à faire de quelqu'un un bon manager. Cela reste avant tout une posture, un choix, une responsabilité profondément humaine.

Parcours & Vision



Dr Youant Koffi, vous avez un parcours professionnel exceptionnel, marqué par la polyvalence et la progression. Quel regard portez-vous aujourd’hui sur votre trajectoire, depuis vos débuts jusqu’à votre poste actuel à la Fondation KAYDAN ?

Je remercie le magazine Hamaniè pour cette lucarne précieuse à travers laquelle je peux partager un pan de mon parcours.

Contrairement à ce que pourraient croire certains lecteurs ou mes abonnés sur les réseaux sociaux, rien n'a été planifié d'avance. Je n'ai pas suivi un chemin préconçu, ni fait des choix de formation ou de carrière en suivant une stratégie définie. J'ai simplement saisi les opportunités qui se sont présentées à moi, avec gratitude envers la Providence qui m'a guidée à chaque étape. À l'origine, je rêvais de devenir journaliste. Ce projet ne s'est pas concrétisé pour diverses raisons. Alors, j'ai pris la décision de me former, continuellement, afin de maîtriser les responsabilités qui

m'étaient confiées, poste après poste. Aujourd'hui, en tant que Directrice Exécutive de la Fondation KAYDAN, cette quête de compétence reste intacte. Je continue de me renforcer sur les aspects qui me sont moins familiers, avec le soutien constant de ma Direction Générale, que je remercie pour sa confiance et son accompagnement.

C'est dans cette dynamique d'amélioration continue que j'ai récemment participé au Senior Executive Program for Africa de la Harvard Business School, une formation exigeante et enrichissante, rendue possible grâce au soutien de KAYDAN Groupe, que je tiens à remercier sincèrement.

Vous êtes également Docteure en Business Administration, avec une thèse sur la communication RSE en entreprise. Pourquoi ce choix de sujet, et quelles en ont été les principales conclusions ?

J'ai soutenu ma thèse de doctorat en juin 2023 à l'Académie des Sciences du Management de Paris (ASMP), sur le thème : « Perception et impact de la communication RSE sur les collaborateurs : cas des grandes entreprises en Côte d'Ivoire ».

Mon travail est né d'un constat frappant : dans de nombreuses grandes entreprises, la communication RSE est largement tournée vers les parties prenantes externes (clients, partenaires, médias...), tandis que les collaborateurs — pourtant directement concernés par ces politiques — en sont souvent peu informés en interne, voire ne découvrent les initiatives RSE de leur propre entreprise qu'à travers les réseaux sociaux ou des supports externes. Ce paradoxe m'a interrogée.

Or, les « richesses humaines » d'une organisation, lorsqu'elles sont bien informées, sensibilisées et formées, peuvent devenir des ambassadrices efficaces de la politique RSE de l'entreprise. À l'inverse, une communication insuffisante ou décalée à leur égard fragilise l'appropriation et l'adhésion à ces démarches, et compromet leur impact réel.

Dans ma thèse, j'ai proposé des orientations concrètes pour intégrer pleinement les parties

prenantes internes — les collaborateurs — dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques RSE. L'objectif est de renforcer leur engagement, leur compréhension des enjeux, et leur rôle stratégique dans la diffusion d'une culture RSE forte et authentique.

Trois perspectives découlent de mes travaux :

1. La création d'un cadre permanent de réflexion sur la RSE et la communication RSE, sous forme de laboratoire scientifique pluridisciplinaire, réunissant chercheurs, professionnels et institutions ;

2. L'élaboration d'un système de contrôle et d'évaluation des démarches RSE, pour en mesurer concrètement les effets et assurer leur cohérence stratégique ;

3. L'intégration effective de la RSE dans les politiques de gestion des ressources humaines (GRH) des grandes entreprises en Côte d'Ivoire, entant que pilier de l'engagement collaborateur et de la performance globale.

Je suis convaincue que l'avenir de la RSE passe par une meilleure articulation entre vision stratégique, communication interne, et mobilisation des talents.

Vous affirmez que « qui donne s'enrichit ». Comment cette conviction a-t-elle influencé vos choix professionnels et vos engagements dans le conseil aux jeunes et aux chercheurs d'emploi ?

« Qui donne s'enrichit » est une libre paraphrase d'un verset biblique que je me suis appropriée, parce qu'elle reflète profondément ma vision de la vie. Je ne parle pas ici de biens matériels, d'argent ou de possessions. Je fais plutôt référence à cet engagement sincère envers l'autre : offrir un sourire, tendre une main, donner un conseil, orienter, soutenir — autant d'actes simples qui ont une valeur immense. Tout ne se résume pas au gain, même si celui-ci peut exister sous diverses formes. Mais je crois fermement qu'en donnant, on reçoit

toujours — parfois différemment, parfois plus tard, mais toujours d'une manière ou d'une autre.

Ce principe a façonné mon engagement, notamment auprès des jeunes à qui je consacre une part essentielle de mon temps à travers le conseil, l'écoute et l'accompagnement. C'est pour moi une mission de vie. J'essaie de l'honorer avec foi, constance et humilité, malgré les obstacles. Que le Divin m'aide à poursuivre ce chemin et à toujours garder le cœur ouvert.



Expertise RH & Management



Vous avez managé des équipes dans des environnements complexes, alliant qualité, RSE et ressources humaines. Selon vous, qu'est-ce qui fait aujourd'hui un bon manager des hommes ?

Après plus de quinze années d'expérience, je peux l'affirmer sans détour : un bon management trouve ses racines dans l'éducation de base. Certes, cette affirmation pourra surprendre certains experts en management, mais j'y crois profondément. Quand un enfant apprend à respecter l'autre, à le considérer avec bienveillance, à s'excuser lorsqu'il a blessé, à dire merci lorsqu'on lui rend service, à encourager ses pairs, ou encore à exprimer son désaccord avec respect — croyez-moi, ces gestes simples et essentiels deviennent, à l'âge adulte, les fondations du leadership humain.

Manager efficacement ne relève pas uniquement de la technicité ou de la connaissance académique. Lire des dizaines d'ouvrages ne suffit pas à faire de quelqu'un un bon manager. Cela reste avant tout une posture, un choix, une responsabilité profondément humaine.

L'expérience professionnelle peut, certes, être un catalyseur. Mais ce qui distingue un bon manager, c'est cette volonté sincère de valoriser les autres, de les respecter, de les faire grandir. Et cette volonté, souvent, prend racine dans les premières leçons reçues à la maison.

Comment conciliez-vous performance et bien-être dans vos approches managériales ?

À mes yeux, aucun collaborateur ne peut réellement donner le meilleur de lui-même s'il n'est pas en forme sur tous les plans — physique, émotionnel, mental. C'est tout simplement impossible.

C'est pourquoi je veille, autant que possible, à m'assurer que les membres de mon équipe vont bien. Il ne s'agit pas de m'immiscer dans leur vie privée, mais lorsqu'ils m'en ouvrent la porte, je tiens à être une oreille attentive,

disponible et respectueuse. Très souvent, ce dont ils ont besoin n'est pas matériel. Ce sont l'écoute, la considération et le respect qui font la différence.

Je suis convaincue que sans bien-être, il ne peut y avoir de performance durable. Les deux sont indissociables. Et le rôle du manager, au-delà des objectifs et des résultats, est aussi de créer un environnement humain propice à l'épanouissement.

Vous êtes également formatrice et intervenez sur les techniques de recherche d'emploi. Quels conseils donneriez-vous aux jeunes diplômés en quête d'un premier poste aujourd'hui, dans un contexte africain souvent compétitif et instable ?

La recherche d'emploi est un exercice qui mérite d'être abordé avec sérieux et méthode. Selon mon expérience, trois conseils me semblent essentiels.

Le premier est d'élaborer une stratégie claire et efficace. Chercher un emploi ne s'improvise pas. Il est indispensable de définir une démarche adaptée à ses objectifs, à son profil et aux réalités du marché. J'ai d'ailleurs publié plusieurs articles à ce sujet sur mes réseaux sociaux, pour accompagner celles et ceux qui entament cette phase cruciale.

Le deuxième conseil, c'est de faire preuve d'endurance. La quête d'un emploi est souvent un parcours long, sans date de fin précise.

Il faut s'armer de patience, ne pas décourager face aux refus ou à l'attente, et garder en tête que chaque étape, même infructueuse, est une opportunité d'apprentissage.

Enfin, le troisième conseil est de cultiver la confiance en soi. C'est la clé de toute réussite. Même après un long processus de recherche, un candidat qui ne parvient pas à s'affirmer en entretien risque de compromettre ses chances. Pour entretenir cette confiance, il faut bien connaître son sujet, c'est-à-dire ses compétences, et se préparer rigoureusement aux entretiens, en travaillant à la fois son savoir-faire et son savoir-être.

“De mon point de vue, instaurer un environnement de travail sain et psychologiquement sûr relève avant tout d'une décision claire et d'une volonté affirmée des dirigeants. Beaucoup en font mention dans leurs chartes ou documents internes, mais peu passent véritablement à l'action.

Santé mentale en entreprise



Parlons santé mentale. Le sujet est encore tabou dans bien des milieux professionnels. À quel moment avez-vous commencé à percevoir l'importance de ce facteur dans la performance des entreprises ?

J'ai pris conscience de l'importance du facteur humain dès les premières années de ma vie professionnelle. En 2011, alors que j'étais assistante de direction chez Archibo Design, je veillais déjà au bien-être de l'équipe en tenant une boîte à pharmacie pour les collaborateurs du cabinet. Cette attention

s'est encore renforcée lorsque j'ai occupé le poste de responsable des ressources humaines et de la qualité chez Instafric-Elec, où j'ai mieux mesuré l'impact concret du bien-être au travail sur l'engagement et la performance.

Quels signes doivent alerter les responsables RH sur un mal-être latent ou croissant dans leurs équipes ?

Un changement dans l'attitude d'un collaborateur ne traduit pas nécessairement une baisse de performance. Il peut s'agir d'une modification de comportement, d'un repli inhabituel, d'une irritabilité soudaine ou encore de signes visibles de fatigue ou

de malaise. Dans ce cas, il est essentiel que le manager ou le responsable RH prenne l'initiative de susciter un échange. Un dialogue bienveillant peut permettre de comprendre ce qui se joue en profondeur et d'apporter, le cas échéant, un accompagnement adapté.

Dans votre expérience, quelles actions concrètes les dirigeants peuvent-ils mettre en œuvre pour instaurer un environnement de travail sain et psychologiquement sûr ?

De mon point de vue, instaurer un environnement de travail sain et psychologiquement sûr relève avant tout d'une décision claire et d'une volonté affirmée des dirigeants. Beaucoup en font mention dans leurs chartes ou documents internes, mais peu passent véritablement à l'action. Lorsque cette volonté est réelle, elle se traduit

concrètement, et tout concourt alors à créer un cadre de travail respectueux, équilibré et porteur de bien-être.

À cet égard, je tiens à saluer et féliciter les dirigeants du Groupe KAYDAN pour leur engagement constant. Leur investissement en faveur d'un environnement professionnel sain est à la fois remarquable et inspirant.

“ De mon point de vue, instaurer un environnement de travail sain et psychologiquement sûr relève avant tout d'une décision claire et d'une volonté affirmée des dirigeants. Beaucoup en font mention dans leurs chartes ou documents internes, mais peu passent véritablement à l'action.

*Croisement avec l'offre **YODAN***



Des solutions comme YODAN, portée par le Dr Parfait Touré, proposent des services intégrés de soutien en santé mentale pour les collaborateurs. Quel est votre regard sur ce type d'initiatives ?

C'est une très belle initiative qui vient répondre à un réel besoin.



***Pensez-vous que le marché ivoirien est prêt pour des services structurés de psychologie du travail et de soutien émotionnel ?
Quels sont les freins, mais aussi les leviers ?***

Absolument, le marché ivoirien est aujourd'hui prêt pour accueillir des services structurés de psychologie du travail et de soutien émotionnel, qui deviennent de véritables leviers stratégiques en entreprise. Certes, de nombreuses structures demeurent encore réticentes face à cette approche, souvent

perçue comme secondaire. Mais les mentalités évoluent, et les pionniers dans ce domaine ont un rôle essentiel à jouer dans la sensibilisation et l'accompagnement du changement. Les paradigmes bougent progressivement, et il est crucial de maintenir cette dynamique.

Une telle offre peut-elle s'inscrire selon vous dans la démarche RSE d'une entreprise ? Comment la communication peut-elle faciliter son acceptation et son intégration ?

Au-delà d'une politique RSE, une telle initiative relève d'une véritable nécessité. Elle constitue la base même du bien-être des collaborateurs. Ce n'est pas un poste de coût, mais un levier de création de valeur. L'humain

est au cœur du développement de toute organisation, et son bien-être doit être une priorité stratégique. Une offre qui y contribue de manière concrète est donc non seulement pertinente, mais essentielle.

Leadership & Engagement



Vous êtes très active sur LinkedIn, où vous partagez régulièrement des conseils. Quel est votre objectif à travers cette présence constante ?

Comme je l'ai déjà exprimé, c'est bien plus qu'un choix : c'est un engagement profond, une véritable mission de vie. Être aux côtés des jeunes, les encourager, les écouter, les soutenir sans relâche, c'est ma manière de

transmettre ce que d'autres ont fait pour moi — et continuent encore de faire. C'est un cycle de solidarité que je m'efforce d'entretenir avec sincérité et constance.

Que signifie pour vous « être capitaine de la team du poing levé » ? Est-ce une posture symbolique ? Une philosophie ?

J'ai été capitaine d'une équipe de handball. Je menais mes coéquipiers, je recevais des coups et j'en donnais aussi. Ce furent des moments intenses, passionnants, qui ont profondément marqué ma vie et façonné en moi un esprit de combativité et de persévérance. C'est là que s'est forgé ce que j'appelle aujourd'hui mon caractère de gagnant.

Aujourd'hui encore, je transpose cette expérience dans ma vie professionnelle et personnelle. Car la vie, tout comme un match ou une compétition, est un véritable champ

de bataille. Si tu ne gardes pas le poing levé, tu risques de ne jamais atteindre la ligne d'arrivée. Il faut apprendre à tomber, puis à se relever. Rien n'est simple — et je sais combien il est plus facile d'écrire ces mots que de les vivre.

Mais la team du poing levé, c'est avant tout une philosophie, un état d'esprit, une décision que l'on prend face à l'adversité. Je salue tous ceux qui en font partie, et qui, comme moi, n'ont jamais cessé d'y croire.

Quels sont vos projets ou engagements à venir, notamment pour continuer à impacter positivement les organisations et les jeunes générations ?

En tant que Directrice Exécutive de la Fondation KAYDAN, je porte avec conviction les projets à venir, qui s'inscrivent pleinement dans notre ambition d'avoir un impact durable, à la fois sur les organisations et sur les jeunes générations. Nous renforçons nos actions en direction de la jeunesse à travers des initiatives de mentorat, de développement des compétences et d'accompagnement à l'entrepreneuriat. Ces programmes sont menés en étroite collaboration avec des établissements scolaires, des universités et des associations de jeunes, afin d'ancre nos interventions dans des dynamiques locales solides.

Notre vision est de contribuer à la création d'écosystèmes durables où les individus comme les organisations peuvent évoluer, innover et prospérer.

Nous sommes convaincus que doter les jeunes des bons outils et soutenir les structures qui portent le changement, c'est poser les fondations d'un avenir plus inclusif, plus résilient et plus prometteur.



***Dr Rachel
Youant Koffi***

Directrice Exécutive
Fondation KAYDAN

ÉCONOMIE

Economie

Côte d'Ivoire : Le professeur Aka Brou Emmanuel nommé au Comité de politique monétaire de la BCEAO



Le 3 avril dernier, le Conseil des ministres de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA), présidé par Adama Coulibaly, ministre des Finances et du Budget de Côte d'Ivoire, s'est réuni au siège de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à Dakar. Parmi les points majeurs inscrits à l'ordre du jour figurait la désignation de nouveaux membres du Comité de politique monétaire (CPM).

Sur proposition du gouverneur de la BCEAO, Jean-Claude Kassi Brou, le Conseil a procédé à la nomination du professeur Aka Brou Emmanuel en tant que membre intitulé personae du CPM pour un mandat de cinq ans, à compter du 1er juin 2025. Cette désignation marque une étape significative pour la Côte d'Ivoire au sein des instances stratégiques de l'UMOA.

Professeur titulaire d'économie monétaire et financière à l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan, Aka Brou Emmanuel est agrégé des Facultés de sciences économiques. Il siège également au comité scientifique de l'Autorité des marchés financiers de l'UMOA (AMF-UMOA) et contribue aux travaux du comité technique spécialisé en sciences économiques et gestion du CAMES. Son expertise est reconnue à l'échelle régionale et internationale, nourrie par des missions de咨询ance auprès de la Banque africaine de développement (BAD), de la BCEAO et du Programme des

Nations unies pour le développement (PNUD), ainsi que par une expérience en tant qu'économiste au sein du Fonds monétaire international (FMI).

Titulaire d'un doctorat en sciences économiques de l'Université Clermont Auvergne (CERDI) et d'un master en économie de l'Université Toulouse Capitole, ses travaux de recherche ont été publiés dans plusieurs revues scientifiques, nationales et internationales, consolidant sa réputation dans le champ de la politique monétaire.

Le Comité de politique monétaire de la BCEAO est chargé de définir les grandes orientations de la politique monétaire dans l'espace UMOA et de superviser la gestion des instruments afférents. Il est composé du gouverneur de la Banque centrale, de ses vice-gouverneurs, d'un représentant proposé par chaque État membre, et de quatre membres désignés intitulé personae par le Conseil des ministres.

La nomination du professeur Aka Brou Emmanuel traduit la reconnaissance de son parcours remarquable et de son engagement en faveur du développement économique et monétaire de la sous-région. Elle souligne également le rôle croissant de la Côte d'Ivoire dans la conduite des politiques économiques de l'UMOA, à un moment où la stabilité monétaire demeure un enjeu stratégique majeur pour les États membres.

[Lire plus :<https://hamanie.news/>](https://hamanie.news/)



ÉDITION DE LIVRES ET PÉRIODIQUES

Mian Publishing est une maison d'édition engagée dans la création et la diffusion de contenus de qualité qui inspirent, informent et transforment.

Economie**Sénégal : Cinq ex-ministres de Macky Sall visés par une enquête pour malversations liées au fonds Covid-19**

Cinq anciens ministres du gouvernement de l'ex-président Macky Sall font actuellement l'objet d'une enquête judiciaire pour des soupçons de malversations dans la gestion du fonds de riposte contre la pandémie de Covid-19, connu sous le nom de Force Covid-19. L'information a été révélée lors d'un point de presse tenu récemment par le procureur général près la cour d'appel de Dakar, Mbacké Fall.

Des faits graves relevés par la Cour des comptes

Selon le procureur, les investigations ont été déclenchées à la suite des observations formulées par la Cour des comptes dans son rapport d'audit portant sur les exercices 2019 et 2020, publié en 2022. Ce rapport pointait de graves dysfonctionnements, incluant des détournements présumés de fonds publics, des dépenses injustifiées, ainsi que des surfacturations dans l'acquisition d'équipements médicaux.

Procédure devant la Haute Cour de justice

Les dossiers des cinq anciens ministres, qui avaient la charge de portefeuilles stratégiques pendant la crise sanitaire,

ont été transmis à l'Assemblée nationale. Celle-ci devra adopter une résolution pour autoriser leur comparution devant la Haute Cour de justice, juridiction compétente pour juger les membres du gouvernement pour des faits commis dans l'exercice de leurs fonctions. Aucune identité n'a pour l'instant été rendue publique.

« Une résolution parlementaire est indispensable pour engager des poursuites à ce niveau », a rappelé Mbacké Fall, soulignant que la justice ne ferait preuve d'aucune complaisance face aux atteintes aux ressources publiques.

Un fonds d'un montant colossal

Pour faire face à la pandémie, l'État sénégalais avait mis en place un fonds d'urgence d'un montant de 1 000 milliards de francs CFA (environ 1,73 milliard de dollars américains), destiné à financer des actions de santé publique, de soutien aux populations vulnérables, et de relance économique. La Force Covid-19 avait été saluée comme un effort massif de solidarité, mais les allégations actuelles jettent une ombre sur la transparence de son exécution.

Lire plus :<https://hamanie.news/>



**ATHARI
ADVISORS**

Un cabinet de conseil
engagé dans
la transformation
durable

[https://athari-
as.com/](https://athari-as.com/)
+2250759956898
infos@athari-as.com

SOCIÉTÉ



Le ministre namibien de l'Agriculture, Mac-Albert Hengari, a été arrêté le dimanche 27 avril dans le cadre d'une enquête portant sur des accusations de viol sur mineure. Les faits reprochés remontent à 2019 et concernent une jeune fille alors âgée de 16 ans. Dans un communiqué officiel, la présidence namibienne a annoncé que le limogeage de M. Hengari prend effet rétroactivement au 23 avril, date à laquelle il aurait dû présenter sa démission. Il est également démis de ses fonctions de député. Nommé en mars dernier par la présidente Netumbo Nandi-Ndaitwah, Mac-Albert Hengari n'aura exercé ses fonctions ministérielles que pendant un mois.

Réactions de l'opposition et de la société civile

L'affaire a provoqué une onde de choc dans le pays. Les Patriotes indépendants pour le changement (IPC),

principal parti d'opposition, ont exprimé leur indignation, dénonçant « la vacuité rhétorique du gouvernement face aux violences de genre ». Plusieurs organisations de défense des droits des femmes ont également appelé à des réformes structurelles pour mieux protéger les victimes et garantir des procédures judiciaires rapides et équitables.

Des accusations multiples et graves

Outre le viol présumé, Mac-Albert Hengari est également accusé d'avoir contraint sa victime à avorter, ce qui constitue une infraction pénale en Namibie, où l'interruption volontaire de grossesse est strictement interdite sauf en cas de danger pour la vie de la mère. Des soupçons de corruption liés à cette affaire font également l'objet d'investigations.

Société

Namibie : Le ministre de l'Agriculture démis de ses fonctions après des accusations de viol sur mineure

L'ancien ministre restera en détention provisoire jusqu'à l'ouverture de son procès, prévue pour le 3 juin. Son arrestation et sa mise à l'écart intervient dans un contexte de pression croissante sur les institutions politiques, appelées à se montrer plus transparentes et rigoureuses face aux violences sexuelles impliquant des personnalités publiques.

Une affaire révélatrice d'un défi national

Cette affaire relance le débat sur la lutte contre les violences sexistes et sexistes en Namibie, où l'interruption volontaire de grossesse est plus ferme pour prévenir de tels crimes, accompagner les victimes et sanctionner les auteurs, quel que soit leur statut.



**ECLAIR
CONSULTING**

la langue au service de l'influence africaine

En savoir plus :
<https://eclairconsulting.net/>

(+225) 27 22 20 41 68 |
(+225) 07 87 59 89 97
info@eclairconsulting.net

Immeuble Juridis /
Riviera Palmeraie route
Y4 Abidjan , Abidjan ,
Côte d'Ivoire

Société

Togo : Des étudiants recrutés sous de fausses promesses de bourses en Russie, retrouvés sur le front en Ukraine – le gouvernement appelle à la vigilance

Les autorités togolaises tirent la sonnette d'alarme face à une situation préoccupante : plusieurs jeunes Togolais, attirés par de prétendues bourses d'études en Russie, se retrouvent engagés dans le conflit armé en Ukraine. Le ministère des Affaires étrangères du Togo a confirmé avoir été alerté de cas de ressortissants ayant quitté le pays dans l'espoir de poursuivre des études, mais qui ont été enrôlés dans des opérations militaires aux côtés des forces russes. Ces faits ont été rapportés par plusieurs sources, notamment des organisations de la société civile. Certains de ces jeunes sont aujourd'hui détenus par les forces armées ukrainiennes, après avoir été capturés sur le terrain. Ces drames mettent en évidence l'existence de réseaux exploitant la crédulité de candidats à la mobilité internationale en leur proposant de fausses bourses universitaires.



Le ministère précise que les structures à l'origine de ces offres se présentent comme des organismes basés en Russie, mais semblent en réalité dissimuler des filières de recrutement militaire. Les étudiants visés, pensant intégrer des établissements d'enseignement supérieur, sont redirigés vers des zones de combat. Cette alerte fait écho à d'autres signalements récents, notamment celui du Mouvement Martin Luther King (MMLK), qui a dénoncé le cas d'un jeune Togolais parti en août pour étudier en Russie. Selon le MMLK, ce dernier a été enrôlé contre son gré et capturé en Ukraine, où il est actuellement emprisonné.

Face à cette situation alarmante, les autorités togolaises appellent les jeunes à une extrême prudence avant toute décision de départ à l'étranger, en particulier vers la Russie. Le gouvernement recommande vivement de vérifier l'authenticité des offres de bourse auprès des services compétents, notamment le ministère de l'Enseignement supérieur et celui des Affaires étrangères. Cette mise en garde vise à prévenir d'autres cas de ce type et à protéger les jeunes Togolais contre les risques d'exploitation ou d'enrôlement forcé dans des conflits armés sous couvert d'opportunités académiques.

Mian Agency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**

Mian Media

Inform & Engage Africa



Hamaniè

Contactez-nous

 emmanuel.mian@mianmedia.com

 (+33) 7 55 89 00 81

 (+225) 07 08 734 964

Suivez nous sur :



Visitez le site internet
www.mianmedia.com